



REVUE *Beyra*

Revue des Sciences de la Communication,
du Langage, des Lettres et des Langues



ISSN-L : 3105-3238

ISSN-P : 3105-322X

Numéro : Décembre 2025



Email : revuebeyra@gmail.com
Site web : www.revuebeyra.net



REVUE BEYRA
Revue des Sciences de la Communication,
du Langage, des Lettres et des Langues

Revue électronique et semestrielle des Sciences et de la
Communication, du langage, des Lettres et Langues
ISSN-P: 3105-322X - ISSN-L: 3105-3238



REVUE BEYRA

Revue des Sciences de la Communication,
du Langage, des Lettres et des Langues



UFR des Lettres et des Arts
Université Peleforo GON
COULIBALY
(Korhogo - Côte d'Ivoire)

ÉQUIPE ÉDITORIALE

- **Directeur de Publication** : KOFFI Hamanys Broux De Ismaël, Maître de Conférences
- **Directeur de Rédaction en Chef** : KOUAME Koia Jean Martial, Professeur Titulaire
- **Directeur de Rédaction** : KOUASSI Konan Stanislas adjoint, Maître de Conférences

COMITE DE RÉDACTION

- KOUASSI Konan Stanislas
- KOFFI Hamanys Broux De Ismaël
- YAO Koffi Armand
- KOUASSI Kouakou Jean Michel

COMITE DE LECTURE

1. KADJA Sahoun Francis
2. SIKA Kouamé Prosper
3. KAMAGATÉ Ouattara Bakary
4. COULIBALY Sirabana
5. YAVO Doffou Brice Anicet
6. WAHI Djokouri Innocent
7. KOUADIO Xavier
8. COULIBALY Daouda
9. KOUAKOU Brou Médard
10. KOUASSI N'dri Maurice
11. YAO Koffi Armand
12. KAMAGATE Vahama
13. AGNEY Ahou Florence
14. KOUAKOU Francis Pacôme
15. ABAKA Kouassi Gérard

COMITE SCIENTIFIQUE

1. Prof. ABOLOU Camille Roger, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
2. Prof. IRIE Bi Gohy Mathias, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
3. Prof. KOUAMÉ Koia Jean Martial, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
4. Prof. ABOA Abia Alain Laurent, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
5. Prof. OULAI Jean-Claude, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
6. ADOU Kouadio Antoine, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire)
7. GBAKRÉ Andoh Jean Marie, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire)
8. SILUE Gnénébelougo, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire)



9. GACHA Franck-Gautier, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire)
10. ASSANVO Amoikon Dyhie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
11. NIAMKEY Aka, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
12. TAPÉ Jean-Martial, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
13. GOKRA Dja André Ouréga Junior, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
14. GNAYORO Jean Florent Romaric, Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire)
15. TOPPE Eckra Lath (Côte d'Ivoire)
16. KOUACOU N'goran Jacques, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Marketing & Publicité : Dr N'GUESSAN Dedou G. F. / Dr ESSÉ Kotchi Katin Habib

Web Master / Infographie : Sanguen KOUAKOU

PRESENTATION DE LA REVUE BEYRA

BEYRA est l'appellation en langue baoulé (Centre de la Côte d'Ivoire) du Touraco vert. Il s'agit d'un bel oiseau des savanes qui se caractérise par sa grande beauté. En outre, cet oiseau au chant mélodieux et au beau plumage multicolore se présente comme le symbole de la beauté et du brassage. L'harmonie des couleurs que renferme son plumage constitue une source d'inspiration intarissable. Elle invite à s'inscrire dans une dynamique interculturelle et interdisciplinaire au bénéfice de la science.

Ainsi à l'image de ce bel oiseau, la Revue interdisciplinaire BEYRA ambitionne de publier des articles scientifiques inédits au confluent des Sciences de la Communication, du Langage, des Lettres et des Langues. Logée au sein de l'UFR des Lettres et des Arts de l'Université Peleforo GON COULIBALY, la Revue interdisciplinaire BEYRA publie des contributions théoriques ou des résultats de recherches de terrain des Chercheurs, Enseignants-Chercheurs et Étudiants des champs disciplinaires ci-dessus énumérés.

La Revue scientifique interdisciplinaire BEYRA transcende les frontières pour donner la possibilité aux Chercheurs, Enseignants-Chercheurs et Etudiants de tous les horizons de soumettre des travaux originaux et inédits. Dans cette dynamique, la Revue interdisciplinaire BEYRA lance pour chaque numéro des appels à contributions à travers les canaux de diffusion existants.

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue scientifique BEYRA est une revue électronique semestrielle qui publie des articles originaux en Sciences de la Communication, du Langage, des Lettres et des Langues.

Modalités de soumission

Les propositions de contribution doivent comprendre :

- le titre envisagé (Times New Roman, taille 20, caractères d'imprimerie, centré) ;
- le nom et le (s) prénom (s) (Times New Roman, taille 12, Premières lettres en majuscule, centré);
- le rattachement institutionnel et les coordonnées (e-mail) du ou des auteurs ;
- deux résumés en français et en anglais (250 mots maximum, interligne simple) ;
- 5 à 7 mots-clés en français et en anglais ;
- le texte complet (7600 mots maximum), en version Word, Times New Roman 12, interligne simple.

Tout paragraphe est nécessairement marqué par un alinéa d'au moins un (01) cm à gauche pour la première ligne.

NORMES DE RÉDACTION ET DE PRÉSENTATION

Toutes les contributions doivent adopter, pour la rédaction, les NORMES CAMES (NORCAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 Juillet 2016 à Bamako, lors de la 38ème session des CCI) concernant la rédaction des textes en Lettres et Sciences humaines).

Extrait NORCAMES (Lettres et sciences humaines)

La structure d'un article scientifique en lettres et sciences humaines se présente comme suit:

- Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom (s) et Nom de l'auteur, Institution d'attache, Adresse électronique, Résumé en Français [250 mots maximum], Mots clés [7 mots maximum], [Titre en Anglais] Abstract, Keywords, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français [250 mots au plus], Mots clés [7 mots au plus], [Titre en Anglais], Abstract, Keywords, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1.; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). (Ne pas automatiser ces numérotations)

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets (Pas d'Italique donc !). Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois (03) lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : – (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l’auteur. Nom de l’Auteur, année de publication, pages citées) ; – Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l’auteur. Nom de l’Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

– En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d’élargir l’histoire des mathématiques de telle sorte qu’elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d’accroître le domaine des mathématiques : alors qu’elle s’est pour l’essentiel occupée du groupe professionnel occidental que l’on appelle les mathématiciens (...) ».

– Pour dire plus amplement ce qu’est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu’elle peut porter le développement et l’histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu’on ne s’y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l’encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l’on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l’appellation positive d’économie populaire.

- Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu’il le dit :

le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d’informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d’une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l’auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Éditeur, pages (p.) occupées par l’article dans la revue ou l’ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d’un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d’un ouvrage, d’un mémoire ou d’une thèse, d’un rapport, d’une revue ou d’un journal est présenté en italique. Dans la zone Éditeur, on indique la Maison d’édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l’édition (ex : 2^{de} éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Par exemple :

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est-ce que le libéralisme ? Éthique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, «Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre», *Diogène*, 202, p. 145-151. 4.

DIAKITÉ Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

SOMMAIRE

Sciences de l'information et de la communication

- 1. Discours politique et développement en Côte d'Ivoire**
SIKA Kouamé Prosper et Coulibaly Sirabana..... 1-11
- 2. La radio : médium de communication, d'éducation et d'échanges culturels en Afrique et dans le monde**
KOFFI Hamanys Broux De Ismaël12-26
- 3. Perceptions et usages du téléphone mobile par les élèves du lycée municipal de Nabitenga**
SIMPORÉ Oumar et SANWIDI Jacob Boëyidwendé.....27-40
- 4. Communication et promotion de la langue ébrié en pays atchan : défis de la transmission intergénérationnelle pour un développement durable en Côte d'Ivoire**
Dre GBLIGA née AGBA Djoman Cynthia.....41-53
- 5. Les emojis en communication : un nouveau langage numérique**
Eba Victoria KAMENAN et Gnamian Marius-Joel KAMENAN.....54-63
- 6. Incidence de l'éducation et la communication dans la construction des perceptions du développement durable chez les étudiants de l'Université Peleforo GON COULIBALY**
KOUAKOU Francis Pacôme.....64-78
- 7. Intelligence artificielle et mondialisation des cultures**
WAHOGNIN Laurent Ouattara et TOUMAN Kouadio Hyppolite.....79-88

Grammaire et linguistique

- 8. Manifestations et incidences du contact de langues en Côte d'Ivoire**
KOUASSI Konan Stanislas.....90-102
- 9. Humour et dédramatisation du réel dans les œuvres romanesques : cas des soleils des indépendances de Ahmadou Kourouma**
KAMAGATÉ Ouattara Bakary.....103-116
- 10. Les effets syntaxiques et esthétiques de l'asyndète dans *fer de lance* de Zadi Zaourou**
BLÉHI Dally Éric.....117-130
- 11. Identification des situations communicationnelles associées aux attitudes posturales, mimiques et gestuelles chez les TSA scolarisés en primaire de Côte d'Ivoire**
Serge Abdul Privat ZAMBLÉ.....131-139
- 12. L'effet paradoxal du suivi post-implant cochléaire : régler et rééduquer ne suffit pas. Étude ivoirienne sur le développement du langage**
Jean Philippe BOKO et Koia Jean Martial KOUAME.....140-152



- 13. L'adaptation des manuels de français du primaire aux réalités sociolinguistiques ivoiriennes : enjeux didactiques et perspectives**
KOUMA Affoua Blandine Alexandra.....153-159
- 14. Perception et prise en charge des enfants dyspraxiques vivant dans un environnement bilingue en Côte d'Ivoire**
Akesse Patricia Marie N'ZI,
Abenan Tamia Elisabeth ADOU.....160-167
- 15. La place de l'orientation professionnelle dans le processus d'apprentissage des élèves du secondaire en Côte d'Ivoire**
KOUASSI Amlan Foué Prisca.....168-178
- 16. Les enseignants de français au secondaire en Côte d'Ivoire : quels contenus et enjeux pour leur formation continue ?**
DIOUA Louis Slène.....179-188

Littératures et civilisations

- 17. L'échec au théâtre et ses résonances héroïques : cas de *Soundjata, lion du manding* de Laurent Gbagbo**
KOUASSI Kouakou Jean-Michel.....190-204
- 18. La polyvalence des personnages dans le théâtre de Kossi Efoui : modalité d'émergence d'une conscience prométhéenne**
Sogotiènin Ramata TRAORÉ.....205-219
- 19. L'étranger dans *L'affaire Lerouge* d'Émile Gaboriau : entre étrangeté et discours de proscription**
AHIOUA-ATSÉ Patricia.....220-229
- 20. Style et programmation spatiale dans le film *Buud yam* de Gaston Kaboré**
Abdoulaye SÉRÉ et Daouda DAO.....230-241

Langues

- 21. Social media and adolescents self-education in burkina faso: learning opportunities and information risks**
SORGHO/Zinsonne Félicité Marie Lucile.....244-257
- 22. The meaning of maya angelou's i know why the caged bird sings**
KONAN N'goran Clément et ADOUPO Acho Patrice.....258-269

INCIDENCE DE L'EDUCATION ET LA COMMUNICATION DANS LA CONSTRUCTION DES PERCEPTIONS DU DEVELOPPEMENT DURABLE CHEZ LES ETUDIANTS DE L'UPGC (KORHOGO)

KOUAKOU Francis Pacôme
Université Peleforo GON COULIBALY
kouakoufp@yahoo.fr

Résumé

Les étudiants représentent les futurs dirigeants et décideurs de la vie économique, culturelle, sociale, politique et associative du pays. Leur éducation, leur sensibilisation et leur implication sont des facteurs majeurs pour le succès des politiques de développement durable, une nécessité impérieuse pour cette région fortement touchée par deux décennies d'instabilité politique et sociale. Comment les étudiants de l'Université de Korhogo peuvent-ils contribuer au développement durable de la région de Korhogo ? Pour comprendre les perceptions et les représentations du développement durable construites à travers l'éducation et la communication, nous avons mené une série d'entretiens semi-structurés, de recherches documentaires et d'observations. Les résultats montrent que les étudiants perçoivent assez bien le développement durable grâce aux actions des médias, des programmes scolaires, de la sensibilisation et des conférences. Cependant, ils sont encore lents à se l'approprier et, de ce fait, n'agissent pas encore suffisamment dans sa réalisation par leurs comportements quotidiens au sein de l'espace universitaire et dans la région du Korhogo.

Mots-clés : Communication, Construction, Développement durable, Éducation, Étudiants, Incidence.

IMPACT OF EDUCATION AND COMMUNICATION ON THE CONSTRUCTION OF PERCEPTIONS OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT AMONG STUDENTS AT UPGC (KORHOGO)

Abstract

Students represent the future leaders and decision-makers of the country's economic, cultural, social, political, and community life. Their education, awareness, and involvement are major factors in the success of sustainable development policies, which are imperative for this region that has been severely affected by two decades of political and social instability. How can students at the University of Korhogo contribute to the sustainable development of the Korhogo region? To understand the perceptions and representations of sustainable development constructed through education and communication, we conducted a series of semi-structured interviews, documentary research, and observations. The results show that students have a fairly good understanding of sustainable development thanks to the actions of the media, school programs, awareness campaigns, and conferences. However, they are still slow to embrace it and, as a result, are not yet taking sufficient action to achieve it through their daily behavior within the university and in the Korhogo region.

Keywords : Communication, Construction, Sustainable Development, Education, Students, Impact.

Introduction

Le concept de développement durable est publié pour la première fois en 1987 dans le rapport de Brundtland par la commission mondiale sur l'environnement connu sous le nom de « notre avenir à tous ». Il s'agit d'« un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Depuis son émergence dans l'espace public, au niveau national comme international, la notion de développement durable est devenue objet de débat (M-C. Smouts (dir.), 2005, p. 289). Le succès de la notion de développement durable (DD) paraît incontestable mais c'est une notion qui reste porteuse d'ambiguïtés et de divergences dans les interprétations ou certains usages qui en sont faits (S. Brunel, 2008, p.128), y compris dans sa forme éducative (Y. Girault & L. Sauvé, 2008, pp. 7-30). Au-delà de simples discours sur la question, plusieurs pays tels que la Suède, le Rwanda et le Costa Rica, n'ont de cesse de s'efforcer d'intégrer dans leurs stratégies de développement et de bien-être économique et social les dimensions du développement durable.

La Côte d'Ivoire a vécu près de deux décennies d'instabilité politique et sociale avec des conséquences environnementales, sociales et économiques graves pour la région de Korhogo qui en a particulièrement souffert. Déforestation anarchique, utilisation accélérée des pesticides et autres engrais, paupérisation, pollution par les sachets plastiques auxquels se sont corrélés les effets des changements climatiques etc. Dans ce contexte apparaît très clairement l'importance des enjeux du développement durable pour cette grande région. Certes, une prise de conscience émerge depuis plus d'une décennie au niveau gouvernemental avec l'institution d'un ministère du Développement Durable sans toutefois susciter un intérêt au niveau des masses. C'est pourquoi, l'Éducation au développement durable devrait favoriser l'acquisition de compétences permettant aux apprenants de développer leur esprit critique, d'imaginer des scénarios prospectifs et de prendre des décisions communes » (UNESCO, 2013, pp 12-15). Mais au-delà, l'UNESCO entreprend donc d'inscrire le développement durable au centre du projet éducatif planétaire, considérant qu'il s'agit de la "finalité" même du développement humain (UNESCO, 1988, p.27).

En effet, les étudiants constituent la catégorie supérieure du cycle de formation et représentent de ce fait les futures animateurs et décideurs de la vie économique, culturelle, sociale, politique et associative du pays. Ainsi donc, l'amélioration des connaissances des étudiants et de leur perception concernant les problèmes environnementaux et plus généralement sur le développement durable peut aboutir à une prise de conscience, à une gestion plus rationnelle de l'environnement, à l'adoption des choix économiques viables, à une sensibilité à la justice sociale et donc à une plus grande contribution au développement durable dans la région du Poro (Korhogo). Par ailleurs, ils pourraient devenir de bons relais pour la sensibilisation des masses.

À cet égard, nous avons interrogé des étudiants, précisément ceux de l'Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo, acteurs et leaders de demain pour apprécier leur niveau de perception du développement durable. La communication est l'action d'échanger, de mettre en commun une pensée, une connaissance, un sentiment etc. La communication sera acceptée ici comme action d'interagir mais aussi action d'informer et de former. Quant à la perception,

il convient de préciser que loin de sa portée psychologique, le mot est utilisé dans le sens où il renvoie à l'idée de jugement ou de compréhension immédiate d'une chose. La perception est l'activité par laquelle un sujet fait l'expérience d'objets ou de propriétés présents dans son environnement. La perception est définie aussi dans Le Lexique Des Sciences Sociales (6^e Edition, 1994, p. 245), comme la fonction par laquelle notre esprit se forme une représentation des objets extérieurs. Dans le cadre de cette étude, « perception » et « représentation sociale » du développement durable sont liées. Elles désignent toutes deux la manière dont les étudiants se représentent, s'approprient et pensent socialement le développement durable. Ainsi donc, cette étude vise à comprendre comment l'éducation et la communication aident-elle à construire la perception du développement durable chez les étudiants de l'Université de Korhogo.

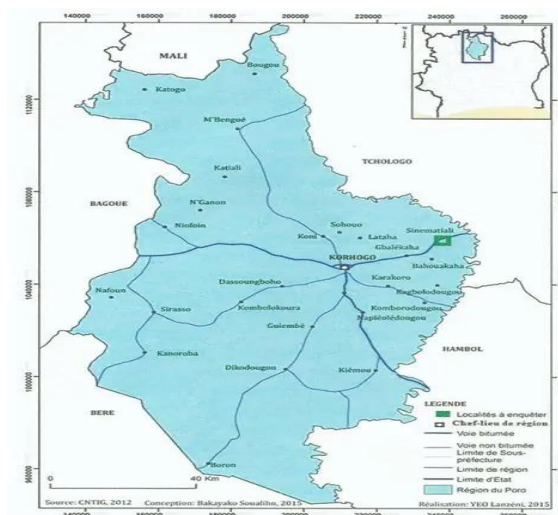
Globalement, il s'agira dans cet article de comprendre le rôle de l'éducation-formation et la communication dans la construction des perceptions et toutes les formes construites autour du concept de « développement durable » par les étudiants de cette institution.

1. Méthodologie

1.1. Présentation du terrain d'étude

Korhogo est la quatrième ville de la Côte d'Ivoire (Afrique de l'ouest), en termes de population et d'économie. Elle est située au Nord de la Côte d'Ivoire à 635 km d'Abidjan, et chef-lieu du District des Savanes et de la Région du Poro. En langue sénoufo, Korhogo signifie « héritage ». Cette ville abrite une université publique de laquelle provient notre population cible.

Carte de la région du Poro (Korhogo)



Source : Google

Créée par le décret n° 2012-985 du 10 octobre 2012, l'Université Peleforo Gon Coulibaly (du nom d'un ancien chef coutumier de la région de Korhogo,) est issue de la mutation de l'ex Unité Régionale de l'Enseignement Supérieur (URES) de Korhogo dont la vocation était l'agropastoralisme et rattachée à l'université de Bouaké au centre de la Côte d'Ivoire. Dans un souci de déconcentration de l'université d'Abidjan et inscrivant l'institution universitaire comme pôle et facteur de développement, les nouvelles autorités après la crise post-électorale ont décidé d'ériger l'URES de Korhogo en une Université pleine et autonome. Elle s'est inscrite, dès son ouverture, dans le système LMD (Licence-Master-Doctorat). Cette Université comporte une Direction du Centre régional des œuvres universitaires de Korhogo (en abrégé CROU-K). Sur le plan académique, les structures de formation et de recherche de l'Université Peleforo- Gon Coulibaly sont :

Les unités de formation et de recherche (UFR), les écoles, les centres ou instituts de recherche.

Ces structures de formation et de recherche sont créées par décret. Elles sont gérées par des conseils comprenant des représentants des enseignants et des chercheurs, des personnels administratifs et techniques, des étudiants et des personnalités extérieures. L'Université Peleforo-Gon-Coulibaly comprend les UFR suivantes :

- UFR des sciences biologiques (départements : Biologie animale, Biologie végétale) ;
- UFR des sciences sociales (départements : Sociologie, Géographie, Sciences Économiques, Droit) ;
- UFR des lettres et des arts (départements : Anglais, Lettres Modernes, Sciences de l'Information et de la Communication) ;
- Institut de gestion agropastorale.

1.2. Collecte des données

La présente étude s'inscrit dans la tradition de recherche mixte. L'échantillonnage par convenance a été retenu tout en jouant sur les équilibres pour éviter une sur-représentation d'un genre, d'un niveau d'étude et d'une filière. Les données ont été recueillies au moyen d'un questionnaire, de l'entretien semi directif, d'une recherche documentaire et de l'observation directe des comportements de gestion du cadre universitaire. L'enquête par questionnaire a porté sur un échantillon de 100 étudiants des deux sexes, de différents niveaux d'étude et d'unité de formation. Quant à l'entretien, il s'est intéressé à 2 enseignants et le responsable (1) de l'entretien de l'espace universitaire.

Le questionnaire articulé autour de différentes rubriques a eu pour objectif d'identifier (i) le niveau de connaissance sur le développement durable, (ii) les sources de cette connaissance, (iii) le niveau d'appropriation du concept de développement durable, (iv) les actions posées en faveur du développement durable, leurs préoccupations et (v) leurs recommandations pour que soit réalisé le développement durable. L'entretien semi directif recherchait les facteurs facilitants, les freins et motivations des étudiants avec leur rapport au

développement durable

Quant à la recherche documentaire elle a servi à explorer les programmes et maquettes de cours des cycles primaires, secondaires et supérieurs des étudiants enquêtés en rapport avec le développement durable. Ceci, pour comprendre le rôle joué par l'école dans l'éducation au développement durable. Les enseignements tirés ont renseigné en partie sur la prise de conscience du défi et de l'action de l'État à travers les ministères de l'éducation nationale et celui de la recherche scientifique pour éduquer et sensibiliser au développement durable.

En ce qui concerne l'observation directe, elle a été réalisée au moyen d'une grille d'observation des comportements de gestion de l'environnement universitaire. Elle a permis de collecter des données concrètes en lien avec les actions posées par les étudiants en matière de protection de l'environnement à commencer par leur contribution à la salubrité de l'espace universitaire, ainsi qu'à la justice sociale et autres actions qui témoigneraient de leur appropriation du concept et de ses principes.

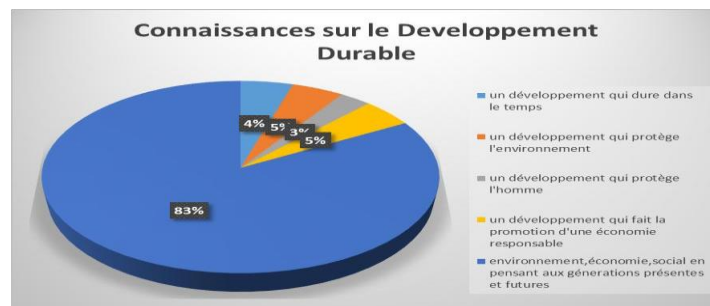
2. Résultats

2.1. Évaluation du niveau de connaissance sur le développement durable

Les résultats sont structurés selon des représentations graphiques qui peuvent permettre une meilleure lecture des résultats de l'enquête. L'étude de la perception des étudiants de l'UPGC concernant le développement durable vise à appréhender le degré de correspondance entre leur perception du concept et la réalité que recouvre ce vocable. Ainsi, les données de l'enquête nous apprennent que d'une façon générale les étudiants enquêtés de tous les parcours de formation, définissent bien le développement durable (83%). Le caractère systémique est exprimé dans la catégorie trois piliers renvoyant à une définition institutionnelle du développement durable. Ils en connaissent les différents piliers à savoir l'économie, le social et l'environnement tout en indiquant que ses enjeux prennent en compte les générations actuelles et futures. 4% des enquêtés réduisent le développement durable à « un développement qui dure dans le temps », c'est-à-dire un développement qui n'est pas éphémère, donc un développement qui se pérennise et qui est soutenable. Pour 5% d'entre eux, le développement durable repose sur la protection de l'environnement. Toujours, l'enquête révèle que 3% des étudiants soutiennent que le développement durable consiste en la protection de l'homme et en sa promotion.

Enfin, la dernière échelle de perception est constituée de 5% des étudiants pour qui, le développement durable consiste en la promotion d'un développement qui se préoccupe de mettre en place une économie moins polluante, plus respectueuse de l'environnement et plus équitable. Cette enquête sur leurs connaissances, perceptions, pratiques et attentes en matière de développement durable a permis de faire ressortir que le concept est connu même s'il se résume souvent à la protection de l'environnement car quand bien même certains répondants aient identifié la juste définition, ils l'ont renforcée en reprenant la proposition qui a trait à « un développement qui protège l'environnement », mettant ainsi en évidence le lien nécessaire entre développement durable et environnement, sans toutefois l'y réduire.

Graphique 1 : Évaluation du niveau de connaissance sur le développement durable

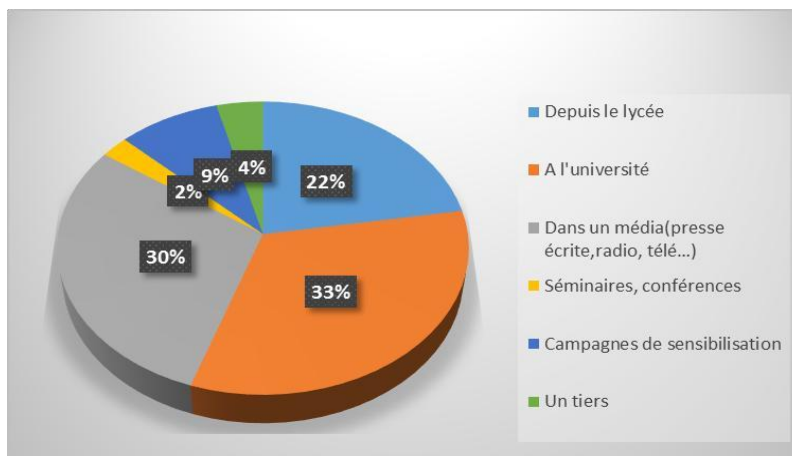


Source : Notre enquête, avril 2022

2.2. Sources de connaissances sur le développement durable

Si de façon générale les étudiants ont une connaissance assez bonne du développement durable, nous avons été curieux de savoir la source de leurs savoirs. L'enquête nous révèle que le parcours scolaire (22%) et universitaire (33%) ainsi que les médias (30%) constituent les voies principales d'information et de formation sur le développement durable. Toutefois, elles ne sont pas les seules. À celles déjà citées plus haut, s'ajoutent des canaux de moindre importance tels que : « les campagnes de sensibilisation (9%) », « une tierce personne » (4%), et les « séminaires et conférences (2%) ».

Graphique 2 : Sources de connaissances sur le développement durable



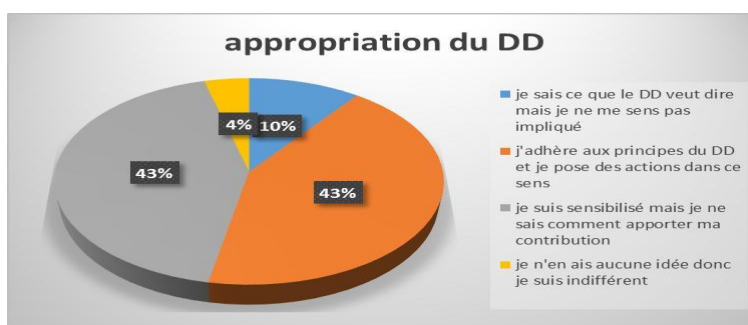
Source : Notre enquête, avril 2022

2.3. Adhésion ou non aux principes du développement durable

Les étudiants ont une bonne connaissance du développement durable mais ne savent pas comment apporter leur contribution à sa réalisation. Selon les informations sorties de l'enquête, 10% des personnes interrogées ne se sentent pas impliquées dans la poursuite des objectifs du

Développement durable. 43% affirment partager les préoccupations à l'origine de la théorie du DD et partagent les objectifs poursuivis en posant des actions dans ce sens. La même proportion de répondants (43%) quant à elle soutient qu'elle est sensibilisée au DD mais ne sait comment apporter de façon visible sa contribution. Enfin, 4% des étudiants qui se sont soumis à notre questionnaire estiment qu'ils sont indifférents car n'ayant aucune idée. En résumé, Ils sont sensibilisés et adhèrent aux principes du développement durable mais leurs actions sont limitées. Ils sont donc prêts à s'investir personnellement à condition que leur soient données d'autres informations.

Graphique 3 : Adhésion ou non aux principes du développement durable

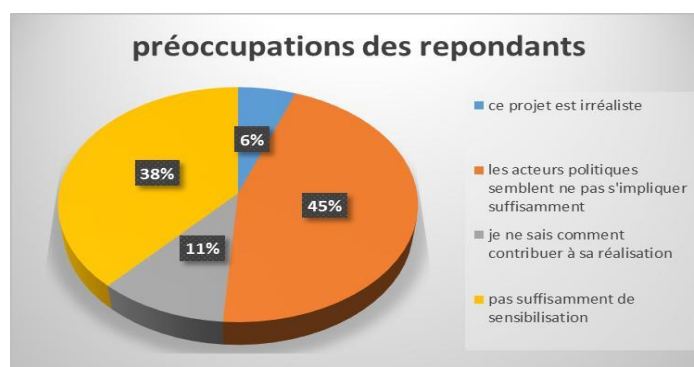


Source : Notre enquête, avril 2022

2.4. raisons justifiant le doute des répondants sur le développement durable

Des étudiants interrogés, 45% se montrent critiques vis-à-vis des gouvernants. Selon ces derniers, la faiblesse de l'implication des décideurs politiques constitue à n'en point douter la raison majeure du scepticisme affiché quant au DD. Ils estiment que si le projet revêtait une grande importance à leurs yeux et y croyaient eux-mêmes, ils y auraient accordé plus d'intérêt et davantage de moyens et d'actions. 38% indexent la faiblesse de la sensibilisation sur le nouveau concept qui fait que certains étudiants se sentent moins concernés et impliqués dans le DD. Toute chose qui forge et alimente leur pessimisme quant à sa mise en œuvre effective et à sa réalisation.

Graphique 4 : Raisons justifiant le doute des répondants sur le développement durable

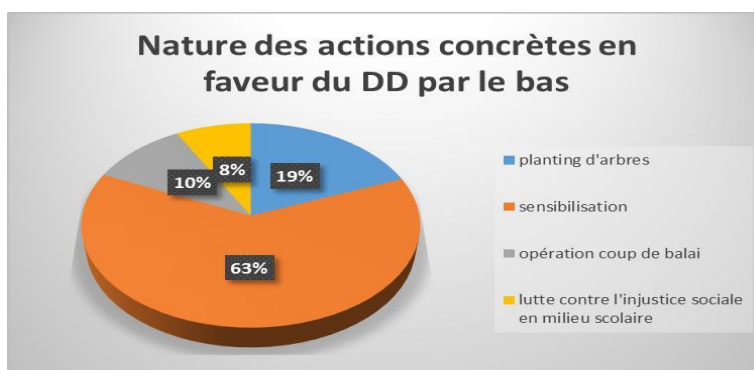


Source : Notre enquête, avril 2022

2.5. Nature des actions en faveur du développement durable par le bas

À la question de savoir la nature des actions concrètes posées en faveur du développement durable, il ressort que la sensibilisation individuelle circonstancielle est de loin la contribution personnelle majeure. En témoigne le chiffre de 63% de répondants qui s'inscrivent dans ce type de contribution pour le DD. Ajoutée à cela, le planting d'arbres avec 19% des réponses apparait comme l'action secondaire en importance. D'autres actions sont engagées, telles que les « opérations coup de balai » avec 10% des réponses et « la lutte contre l'injustice sociale en milieu universitaire » avec 8% des réponses.

Graphique 5 : Nature des actions en faveur du développement durable par le bas

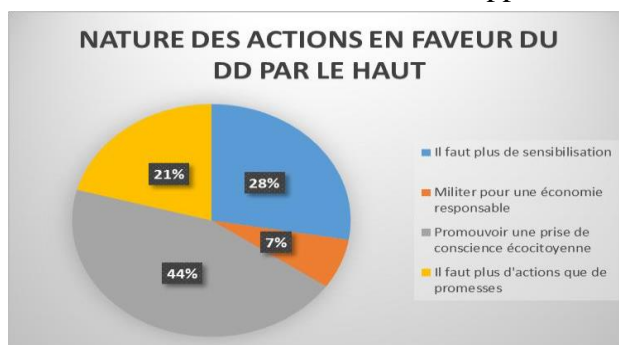


Source : Notre enquête, avril 2022

2.6. Nature des actions en faveur du développement durable par le haut

Au regard des résultats d'enquête, les étudiants suggèrent dans leur grande majorité (44%) que pour que le développement durable soit une réalité, il faut des actions vigoureuses par le haut. Les pôles d'actions à considérer ou reconsidérer sont que des actions régulières et renforcées en ce qui est relatif à la promotion à l'écocitoyenneté soient entreprises. Une frange moins importante (28%) quant à elle souhaite que les décideurs politiques multiplient les actions de sensibilisation. 7% des répondants invitent les gouvernants à militer pour une économie responsable ; tandis que 21% d'entre eux encouragent les décideurs à plus de pragmatisme, c'est-à-dire à joindre l'acte à la parole.

Graphique 6 : Nature des actions en faveur du développement durable par le haut



Source : Notre enquête, avril 2022

3. Discussion

3.1. Des échelles de perception du concept de DD avec une forte proportion pour la définition de Brundtland

En considérant le rôle des représentations sociales dans la gestion didactique des QSV¹⁵ (A. Legardez 2004, pp. 19-35), cette étude se propose de repérer et de comparer les représentations sociales du DD des étudiants. La définition officielle du développement durable telle que proposée dans le rapport de Brundtland est largement la définition la plus partagée (83% des répondants). Les autres réponses, loin d'être fausses, sont plutôt réductrices de son contour sémantique en privilégiant certains de ses traits à savoir « sa durabilité », « la protection de l'environnement » « la protection de l'homme », « la promotion d'une économie responsable ». Il apparaît très clairement que les étudiants ne sont pas « étrangers » au concept. Cette bonne connaissance au plan définitionnel du DD devrait en théorie constituer un terreau fertile pour l'appropriation de ce concept. Selon une étude menée par (É. Laville, Ethicity & Carat Media Marketing, 2005, pp. 12-15), 66.7% des français déclarent connaître l'expression « développement durable » et près d'un sur deux agir régulièrement pour le développement durable. En comparant ces pourcentages, on se rend compte que la catégorie spécifique des étudiants entretient un niveau plus élevé de connaissances sur ce concept nouveau et aussi en proportion de nombre.

3.2. Parcours scolaire et les médias comme sources principales d'information et de formation sur le développement durable

Les étudiants interrogés ont mentionné le cursus scolaire et universitaire et les médias comme leurs sources privilégiées de connaissance sur le développement durable. La contribution notable du cursus scolaire et universitaire à l'éducation au développement durable a été rendue possible grâce à la sensibilisation mondiale de l'Unesco à l'attention des états et à laquelle la Côte d'Ivoire a souscrit. En effet, l'Unesco stipule que « l'éducation au développement durable doit intégrer dans l'enseignement et l'apprentissage les théories clés du développement durable », (UNESCO, s.d.). L'agenda 21, en son chapitre 36 sur l'éducation, la formation et la sensibilisation du public présente 4 objectifs majeurs dont celui appelant à réorienter les programmes d'enseignement au niveau duquel il est stipulé que l'enseignement doit être repensé et reformé afin de véhiculer les connaissances, modes de pensée et valeurs nécessaires à l'édification d'un monde viable, et ce, du jardin d'enfant jusqu'au niveau universitaire (UNESCO, 2009, pp. 25-30). Selon la même source « Le développement commence par l'éducation et cette dernière est un catalyseur de développement durable ».

Cette invitation a emmené l'État de Côte d'Ivoire depuis plus d'une décennie à modifier le contenu de ses programmes scolaires et les maquettes universitaires. Ils sont constamment repensés et dans presque tous les parcours d'enseignement pour que soit inclus

¹⁵ Les questions socialement vives (QSV) sont des questions qui mobilisent et qui divisent (Morin 2018). Elles sont « des controverses socio-scientifiques qui se définissent par le fait qu'elles sont vives dans leur champ de référence et dans la société, c'est-à-dire qu'elles suscitent des débats ». Les enseignants se sentent souvent démunis pour les enseigner car il s'agit de savoirs non stabilisés susceptibles de générer des conflits dans la classe du fait de leur « vivacité » sociale.

selon les niveaux des cours en rapport avec le développement durable ou les changements climatiques ou simplement les problématiques environnementales locales ou internationales actuelles. Il suffit de consulter les manuels scolaires de géographie et sciences de la vie et de la terre (SVT) pour les lycées et collèges, sciences et technologies (CM2) et au niveau universitaire les unités d'enseignement telles que « concepts de développement et développement durable, communication environnementale, biodiversité-environnement et climat, qualité de vie, introduction à la géographie, les problèmes environnementaux en Côte d'Ivoire pour s'en rendre compte. Les efforts conjugués des connaissances acquises sur le parcours des différents cycles expliquent en grande partie que les étudiants enquêtés aient donné une définition du développement durable qui s'aligne sur celle officielle du rapport de Brundtland.

Quant aux médias, ils sont crédités d'une bonne contribution dans la connaissance, la formation et l'éducation au développement durable. Conçus pour agir directement et puissamment sur les auditoires du tiers monde, les médias ont été perçus comme des multiplicateurs magiques, capables d'accélérer et de magnifier les bénéfices du développement. (G. Tardif (2010, pp. 45-50).). En effet, le développement des médias et leur omniprésence est un facteur exposant les étudiants à une masse d'informations. Aussi, l'actualité de ces dernières décennies, dominée par les thèmes relatifs aux changements climatiques, au développement durable, à l'environnement a-t-elle été un important facteur d'éducation au développement durable. Les médias tels que la télé, la radio et la presse écrite ont très souvent traité de ces problématiques actuelles, relayant régulièrement le message étatique et des acteurs parapubliques et Organisations non gouvernementales (ONG) sur la question.

3.3. Un écart entre l'adhésion et contribution au développement durable

Si les étudiants interrogés sont informés sur le développement durable, c'est tout le contraire pour leur contribution à sa réalisation. En effet, leur niveau d'éducation au développement durable n'est pas nécessairement suivi d'une disposition réelle à y contribuer. Une méconnaissance des actions à engager serait à la base. Ainsi donc, il devient évident que la connaissance sans action, sans implication réelle et véritable ne profite pas vraiment au DD. Dans ces dispositions actuelles, les étudiants ne sont pas des partenaires efficaces pour le développement durable. Aussi, nous revient-il de conclure que les objectifs d'éducation au développement durable tels que voulus par les décideurs politiques et l'ensemble de la communauté internationale ne peut être atteints si comme le soutient S. Tremblay (2007, pp. 55-60) :

Le développement durable ne s'illustre si bien que dans l'action. En effet, illustrer le développement durable dans l'action peut créer un effet d'entraînement stimulant que ce soit en faisant connaître les réussites, en emmenant les gens à questionner leurs pratiques ou en partageant l'information et les outils de communication afin de soutenir l'initiative et promouvoir l'innovation.

3.4. Une culpabilisation du politique

Les citoyens sont devenus des acteurs centraux de l'évolution des valeurs sociales. De plus en plus avertis, de mieux en mieux informés, ils sont plus critiques face à leurs gouvernements, à la gouvernance de leurs institutions et aux activités des organisations qui composent leur environnement (S. Tremblay et G. Lachapelle, 2009, pp33-40). Les étudiants pensent que les décideurs politiques n'en font pas assez pour une plus grande sensibilisation autour de cette théorie. Ils accusent les responsables politiques de ne pas suffisamment s'impliquer dans la promotion du DD. S'il existe bien un ministère de l'environnement et du développement durable c'est qu'au plus haut niveau l'on a pris conscience que c'est la voie royale pour parvenir à un développement harmonieux et inclusif du pays. En effet, à la recension des faits à mettre à l'actif du gouvernement envers les étudiants, il est fort désolant de constater qu'en dehors de l'initiative d'inclure le développement durable (DD) dans les programmes d'enseignement, rien de significatif n'est pensé, et déroulé pour éduquer au développement durable dans les lieux d'apprentissage et de formation, ainsi que sur l'étendue du territoire avec des rôles de premiers plans tenus par les décideurs et hommes politiques. Ces espaces d'apprentissage souffrent d'un désintérêt en campagne de sensibilisation et d'éducation des masses écolières, collégiennes, lycéennes et estudiantines.

3.5. La sensibilisation et la protection de l'environnement comme réponses au Développement durable

Le niveau d'éducation au DD s'apprécie aussi à l'aune des réponses fournies quant aux moyens d'action à proposer pour y arriver. Les répondants estiment que les moyens d'action pour réaliser un développement qui soit durable sont la sensibilisation et la protection de l'environnement comme moyens privilégiés pour atteindre le DD. Cette façon de voir est réductrice du contour définitionnel du concept et dénote en vérité d'une connaissance incomplète de cette théorie de développement. En effet, le développement durable repose sur trois piliers à savoir le social, l'économie et l'environnement. À part l'action de sensibiliser, le développement durable reposerait sur la protection de l'environnement et occulterait les aspects social et économique. Le DD est un triptyque qu'il faut considérer de façon holistique. Les pistes de solutions pour atteindre le développement durable doivent aller au-delà de l'aspect environnemental pour embrasser des idées qui promeuvent l'équité et le bien-être social et une économie viable.

3.6. Une perception du DD exclusivement réduite à l'environnement

L'enquête auprès des étudiants sur leurs connaissances, perceptions, pratiques et attentes en matière de développement durable a fait ressortir que le concept est connu même s'il se résume souvent à la protection de l'environnement, ce qui confirme une vision limitative largement partagée (Brunel, 2008). L'environnement étant la nouvelle dimension qui s'ajoute à l'ancienne approche du développement appelée « développement économique et social ».

Ainsi en France, une enquête a été dirigée en 2006 sur la perception du DD chez les habitants des pays de la Loire

Cette enquête révèle que presque deux tiers des Ligériens (64%) ont déjà entendu parler de ce concept, relativement récent et complexe. Parmi ces derniers, seulement 30% déclarent avoir une idée précise de sa signification. A l'inverse, 36% de l'ensemble des répondants n'ont jamais entendu parler de cette notion. Certaines catégories de la population revendiquent un niveau de connaissance plus élevé que la moyenne. C'est notamment le cas des personnes les plus diplômées traditionnellement mieux informées quel que soit le sujet abordé mais aussi, plus révélateur, celui des jeunes : trois quarts des 18-24 ans déclarent avoir déjà entendu parler de développement durable. Cependant, les Ligériens peinent à cerner ce concept dans toute sa complexité et l'associent presque systématiquement à la protection de l'environnement. Interrogés sur les actions concrètes que peut faire un citoyen qui agit en faveur du développement durable, deux tiers des répondants (67%) citent des actions qui concernent la protection de l'environnement.

Tirant enseignement de cette étude, nous pouvons dire que le système scolaire et universitaire est un formidable moyen d'éducation et de promotion du développement durable, comme le souligne Legardez (2004). En témoigne le taux élevé des enquêtés mieux informés sur le développement durable qui, selon la fourchette d'âge (18-24 ans) sont des étudiants ou diplômés et représentent les 3/4 des réponses justes. Remarquons cependant que la dimension sociale est citée moins fréquemment que les deux autres.

3.7. Une appropriation mal assumée

L'appropriation peut être comprise comme l'acte de rendre propre à une destination, une utilisation précise. L'appropriation suppose donc du bénéficiaire des prérogatives étendues sur l'information générale et spécialisée. A. Carù et B. Cova, (2006, pp. 57-68), précisent dans (Décision marketing no 41, janvier- mars 2006) qu'en psychologie environnementale (Prohansky et alii, (1970, pp. 147-168) l'appropriation, qu'elle soit individuelle ou collective s'appréhende comme l'exercice d'une autorité, d'un contrôle, d'un pouvoir sur un lieu. De toute évidence, les résultats de l'enquête et de notre observation montrent que les positions éthiques restent déconnectées des comportements objectifs. Les discours normatifs ne se traduisent pas systématiquement dans les actes. Or, le développement durable s'invite dans l'action et se défend. On comprend dès lors que le DD n'a pas encore un enracinement fort dans les mentalités et les comportements chez les étudiants de l'UPGC.

Une chose est d'adhérer aux principes d'une idée ou d'une opinion et une autre est d'en appliquer les dispositions au niveau comportemental pour apporter leur contribution « à la construction du monde dans lequel ils vivent » (L. Simonneaux, 2006, p. 45). Ceci pour fustiger l'incongruence manifeste dont font preuve les étudiants quand il est difficile pour beaucoup de cultiver la solidarité, de s'empêcher de jeter les emballages et autres conditionnements dans les poubelles et espaces dédiés. Et les changements d'opinion ne suffisent pas à modifier les comportements. Plus de 9 Français sur 10 se disent préoccupés par

la protection de l'environnement (Institut français d'opinion publique (Ifop)¹⁶, 2007, pp 12-14), et près de 80% se déclarent « convaincus de la nécessité d'agir » selon la Société française d'enquêtes par sondages (Sofres¹⁷, 2007, pp. 8-10). Pour autant, dans les faits, les comportements concrets comme les attitudes, qui couvrent un champ plus large, ne se modifient que lentement. Le constat opéré sur ces deux terrains rend compte du comportement de l'humain à s'approprier des comportements durables.

3.8. La communication et l'éducation comme réponses pour le développement durable

La communication se présente comme un facteur de changement social et de développement. Comme le souligne T. Libaert (2010, p. 173). « Communication et développement durable évoluent dans la même sphère discursive ». Une telle éducation vise le changement social et suggère par conséquent la formation de citoyens critiques participant activement et en réfléchissant, autrement dit à travers une véritable praxis (P. Freire, 1974, pp. 15-30). Il en résulte son importance. Ce postulat se vérifie ainsi que le présentent les résultats de l'enquête. Les documentaires, émissions et informations dans les différents médias, les interactions entre enseignants et apprenants, les conférences et les partages de connaissance directs, ont permis aux étudiants (83%) d'être informés sur le développement durable et de façon plus spécifique sur les questions environnementales. Tous leurs savoirs sont tributaires de faits de communication et par voie de conséquences leur ignorance de certaines informations et comportements à adopter s'explique par une insuffisance ou absence de communication.

Ainsi donc, des 83% des étudiants qui présentent une bonne définition du développement durable, 43% se disent sensibilisés mais ne savent pas comment y contribuer. 4% des enquêtés n'a aucune idée du développement durable donc est indifférent à tout ce qui le concerne. À ces observations, pourrait-on ajouter le fait que certains étudiants réduisent le développement durable à l'environnement. Il résulte de ces savoirs imputables à un défaut ou faiblesse de communication une limitation de la palette des préconisations proposées et aussi des dispositions comportementales appropriées. L'inaction et / ou les comportements inadéquats de cette petite frange de la population pourrait saboter ceux des personnes qui, résolument s'y investissent pour que le développement durable soit une réalité à l'UPGC et en Côte d'Ivoire. Par la communication le développement durable se crédibilise parce qu'il se renforce de flux d'informations permanentes (T. Libaert (2006, pp. 85-90). Et mieux, de nombreux chercheurs ont souligné le rôle central des communications dans l'émergence des nouvelles valeurs sociales et la démocratisation des sociétés (B. Cohen-Bacrie (2009, pp. 112-120) ; B. Dagenais (2004, pp. 40-55) ; S. Tremblay (2007, pp. 55-60).

¹⁶ Ipsos est une entreprise française spécialisée dans les sondages et les études de marché, fondée en 1975 par Didier Truchot. Elle est aujourd'hui présente dans environ 90 pays et compte près de 20 000 employés

¹⁷ La Sofres (Société française d'enquêtes par sondages), fondée en 1963 par Pierre Weill, est l'un des instituts historiques de sondages en France. Années 1970-1980 : Sofres devient un acteur majeur des sondages politiques et des études de marché en France.

Conclusion

L'étude des perceptions et des opinions sur les principes et les réalités du développement durable tels qu'ils sont perçus par les étudiants de l'UPGC permet d'isoler des liens communs et de fonder les bases d'un dialogue informé. Ainsi donc, l'étude du rôle de la communication et de l'éducation dans la perception du développement durable chez les étudiants, en particulier ceux de l'université Peleforo Gon Coulibaly s'inscrit dans la dynamique de sensibilisation et d'éducation au développement durable au niveau de cette catégorie de la population. D'une façon générale, les étudiants de l'UPGC ont une bonne connaissance du développement durable mais semblent souvent la réduire à l'environnement, leurs sources de savoirs demeurent le cursus scolaire et universitaire, les médias, les campagnes de sensibilisations, les séminaires et une tierce personne. L'étude révèle aussi une appropriation mal assumée avec un écart entre adhésion aux principes du DD et une contribution efficiente à sa réalisation.

Les comportements de consommation se trouvent souvent en contradiction avec les données et informations disponibles sur les comportements effectifs (achat, usages, recyclage, déchets, etc.). Une frange importante des étudiants affiche clairement son scepticisme quant à la réalisation de ce projet à cause de la faiblesse au niveau de la sensibilisation et de l'implication des acteurs politiques. Les étudiants manifestent par ailleurs de fortes attentes à l'égard des pouvoirs publics en matière de développement durable. Rien de très étonnant au regard de leur évaluation critique de la situation actuelle, de leur confiance quant à la capacité potentielle d'une action conjointe à inverser cette tendance et du constat mitigé qu'ils font de la prise en compte actuelle du développement durable par les pouvoirs publics.

Les étudiants invitent à plus d'informations, de formation, de partage et de sensibilisation sur les bons gestes quotidiens à avoir pour préserver l'environnement et contribuer au développement durable. Il faut déjà relever et saluer le rôle joué par l'Etat dans l'éducation aux questions environnementales et au développement durable qui a favorisé un tel niveau de connaissances, insufflé une prise de conscience écologique et la création de mouvements fortement engagés pour le développement durable dans l'espace universitaire. Les autorités de l'UPGC doivent souscrire à la déclaration de Talloires (1990)¹⁸. La communication et l'éducation, indéniablement jouent un rôle majeur dans la construction des perceptions sociales et leur impact peut être plus grand si on leur accorde plus d'importance.

Références bibliographiques

BRUNEL Sylvie, 2008, *À qui profite le développement durable ?* Paris, Larousse, 160 p.

COHEN-BACRIE Bruno, 2009, *Communiquer efficacement autour du développement durable : de l'entreprise éthique à la collectivité citoyenne*, Paris, Demos, 220 p.

¹⁸ La Déclaration de Talloires (1990) est le premier engagement international officiel des présidents et recteurs d'universités en faveur du développement durable. Adoptée lors d'une conférence à Talloires (France), elle propose un plan d'action en dix points pour intégrer la durabilité dans l'enseignement, la recherche, la gestion des campus et la mobilisation communautaire

COMMISSION mondiale de l'environnement et du développement, 1987, *Notre avenir à tous*, Québec, Éditions du Fleuve et Publications du Québec, 146 p.

FREIRE Paulo, 1974, *Pédagogie des opprimés*, Paris, Éditions Maspéro, trad. française, 254 p.

GIRAULT Yves & SAUVÉ Lucie (coord.), 2008, *L'éducation à l'environnement ou au développement durable*, Aster, n°46, Paris, INRP, 243 p.

GRAWITZ Madeleine, 1994, *Le Lexique des sciences sociales*, 6^e éd., Paris, Dalloz, 376 p.

LEGARDEZ Alain, 2004, « Transposition didactique et rapports aux savoirs : l'exemple des enseignements de questions économiques et sociales, socialement vives », *Revue française de pédagogie*, Paris, INRP, pp. 45–60.

LEGARDEZ Alain, 2004, « Transposition didactique et rapports aux savoirs : l'exemple des enseignements de questions économiques et sociales, socialement vives », *Revue française de pédagogie*, Paris, INRP, n°145, pp. 19–35.

LIBAERT Thierry, 2006, « Communication et développement durable : des relations ambiguës », *Communication & Langues*, n°150, Paris, Armand Colin, pp. 127–133.

LIBAERT Thierry, 2010, *Le pacte impossible*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Développement durable et innovation institutionnelle », 180 p.

PROSHANSKY Harold Milton, 1970, *Environmental Psychology: Man and His Physical Setting*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 320 p.

SMOUTS Marie-Claude (dir.), 2005, *Le développement durable : les termes du débat*, Paris, Armand Colin, coll. « Compact Civis », 289 p.

TARDIF Maurice & LEVASSEUR Louis, 2010, *La division du travail éducatif : une perspective nord-américaine*, Paris, Presses universitaires de France, 206 p.

TREMBLAY Solange & LACHAPELLE Guy, 2009, « Dialogue social et participation publique : la nouvelle ère du développement durable et de l'entreprise responsable », dans Léger Marketing (dir.), *L'entreprise infidèle*, Montréal, Éditions Transcontinental, pp. 95–120.

TREMBLAY Solange, 2007, *Développement durable et communication : au-delà des mots pour un véritable engagement*, Québec, Presses universitaires du Québec, 210 p.

UNESCO, 2009, *Principes directeurs pour l'inclusion dans l'éducation*, Paris, UNESCO, 75 p.